



SECTIONS CGT TRESOR ISERE

Trésorerie Générale de l'Isère - 8, rue de Belgrade - 38000 Grenoble
Tél: 0476857596 Télécopie: 0476857599 Mél: cgt.038@dgfip.finances.gouv.fr
Site Internet : www.tresor.cgt.fr/38/

Bouclier fiscal : assez de balivernes sur le poids de l'impôt

Par Jean Matouk | Economiste | 03/04/2010

Quand le gouvernement et le président de la République cesseront-ils de raconter des balivernes sur la fiscalité directe française ?

Pour justifier les baisses des impôts sur le revenu, et le bouclier fiscal, les gouvernements successifs clament que les Français sont excessivement imposés sur le revenu, que cela freine l'activité et que si l'on baisse la pression fiscale, les capitaux français expatriés pour fuir cette surimposition vont revenir et se transformer en investissements. Une cascade de contre-vérités.

1) Le poids de l'impôt sur le revenu est faible

Le tableau ci-après, tirés des « Statistiques des recettes publiques » de l'OCDE, décrit les éléments essentiels des systèmes fiscaux des principaux pays d'Europe. Les chiffres de 2007, tiennent évidemment compte du premier bouclier fiscal voté en 2006. Le taux français global de prélèvements obligatoires est effectivement dans le peloton de tête en Europe, seuls les pays scandinaves affichant des taux supérieurs.

Le poids des impôts en France et en Europe Rue89

	Impôts et cotisations sociales 2007 Impôts et cotisations sociales 2006 Impôts sans cotisations sociales 2006 Impôts sur revenu et les bénéfices 2007 Impôt sur le revenu en 2006 Impôts sur les biens et services en 2006 Impôt sur le patrimoine 2006						
France	43,6	44,2	27,8	10,4	7,7	10,9	3,5
Allemagne	36,2	35,6	21,9	11,3	8,7	10,1	0,9
Italie	43,3	42,1	29,6	14,8	10	11,6	2,9
Grande Bretagne	36,6	37,1	30,3	14,4	10,8	10,8	4,6
Espagne	37,2	36,6	24,4	12,6	6,9	9,9	3,3
Autriche	41,9	41,7	27,3	12,6	11,4	16,3	1,9
Belgique	44,4	44,5	31	16,7	13,1	11,4	2,3
Danemark	48,9	49,1	48,1	29,3	24,5	16,3	1,9
Suede	48,2	49,1	26,6	18,7	15,7	12,8	1,4
Suisse	29,7	29,6	22,7	13,6	10,5	6,8	2,4
Etats-Unis	28,3	28	21,3	13,9	10,2	4,7	3,1
Japon	27,9	27,9	17,7	9,9	5,1	5,2	2,5

Source : OCDE - En % du PIB

Il n'en va pas du tout de même pour le taux des impôts stricto sensu. Ce sont uniquement les cotisations sociales qui poussent notre taux global vers le haut, avec ceux du Danemark, de Suède et de Norvège...

L'impôt sur le revenu ne représente que 7,7% du PIB

Avec un poids de 7,7% du PIB pour l'impôt sur le revenu, la France est avant-dernière des pays cités. Sans doute est-elle encore plus en retrait aujourd'hui du fait de la loi Tpea de juillet 2007.

Citons aussi les taux maximaux d'imposition :

- 40% en France à partir de 66 000 euros
- 42% en Allemagne
- 43% en Italie à partir de 100 000 euros
- 45% en Espagne, mais à partir de 47 000 euros
- 50% en Grande-Bretagne désormais comme en Belgique et en Autriche.

Nous sommes plutôt favorisés, sachant que le bouclier fiscal annule ou réduit ce taux pour 16 000 contribuables, évidemment les plus aisés.

2) Les inégalités ont fortement augmenté et les baisses d'impôt les ont aggravées

L'argument ressassé sur la surimposition est donc tout simplement faux. Il n'y avait donc aucune légitimité « concurrentielle » à baisser l'impôt sur le revenu des personnes physiques, et il serait aujourd'hui, au contraire, légitime d'augmenter les taux supérieurs d'imposition et de supprimer le bouclier fiscal.

Il faut, en effet, financer certaines dépenses publiques indispensables - ce qui ne signifie pas que d'autres ne peuvent être réduites ; il faut aussi réduire le déficit budgétaire (qu'il ait été en 2009 de 7,5% du PIB au lieu des 8% attendus ne change pas fondamentalement le problème) -, et il faudrait alléger un peu la dette publique. Sur ce point, ne rêvons pas, la croissance ne va pas brutalement s'accélérer et les 2,5% prévus par le gouvernement ne se réaliseront pas. Au mieux 1,5% ! Donc pas beaucoup de recettes fiscales en plus !

Les salariés les mieux payés voient leur revenu augmenter davantage

Certes, supprimer le bouclier fiscal ne rapporte que 400 ou 500 millions d'euros, mais cette mesure, comme la hausse des taux supérieurs d'imposition de l'impôt sur le revenu est aussi une nécessité symbolique, pour maintenir un minimum de cohésion sociale, face aux inégalités insupportables qui se sont créées en France.

L'Insee publie aujourd'hui une étude d'où il ressort que les 1% des salariés les mieux payés (217 euros de salaire moyen) ont vu leur revenu augmenter de 5,8% entre 2002 et 2007, contre 2,3% pour la moyenne des salariés.

8% des non salariés (commerçants, médecins spécialistes dentistes, professions libérales diverses) perçoivent eux aussi un salaire égal à celui des 1% de salariés les mieux rémunérés.

Il s'agit là de la distribution primaire des revenus. Les baisses d'impôts successives n'ont fait qu'accroître ces inégalités.

3) Sans impôts, pas de société !

Les capitaux expatriés sont-ils revenus ? Plusieurs enquêtes montrent que non. De toute manière, ils ne se seraient pas plus investis dans l'appareil productif en France qu'ils ne l'ont fait à l'étranger.

En Belgique, en Suisse, ils se sont transformés en immobilier ou ont alimenté la spéculation, comme dans les paradis fiscaux.

Nous français sommes culturellement moins enclins à risquer notre épargne dans l'entreprise que les Anglo-Saxons par la Bourse, et les Allemands dans leurs PME.

En France, nous sommes, au fond, des ultra-keynésiens

Nous sommes, au fond, ultra-keynésiens. C'est l'Etat, qui en animant l'économie, en « cornaquant » les banques, doit stimuler l'investissement et l'emploi. Raison de plus pour qu'il en garde les moyens et ne se prive pas, par des baisses d'impôt injustifiées, des moyens budgétaires nécessaires.

En France, s'il faut intervenir sur les prélèvements obligatoires, c'est sur les charges sociales, en équilibrant rapidement le régime des retraites et en asseyant solidement des dépenses de santé débarrassées des excès de toutes sortes qui les alourdissent.

Mais n'oublions pas que les prélèvements obligatoires sont les contributions des citoyens au « vivre ensemble ». Il n'est pas anodin que la focalisation maniaque de tous les gouvernements sur les baisses d'impôt, se soit manifestée à partir du début des années 80, quand Margaret Thatcher disait que la société n'existe pas et que seuls comptent les individus.

L'impôt, la cotisation, c'est la trame du lien social. Sans lui, pas de société !

paradis fiscaux : les entreprises profitent, les politiques esquivent

Voici un livre qui ne fera pas plaisir aux responsables du Medef et aux locataires du ministère des Finances. Journaliste à la Tribune, Xavier Harel passe au tamis l'activité des paradis fiscaux dans « La Grande évasion, le vrai scandale des paradis fiscaux ». Où l'on découvre un manque à gagner d'impôts de 20 milliards d'euros par an, à cause des pratiques des plus grandes multinationales. Un chantier sur lequel le gouvernement ferme les yeux.

Les grandes entreprises aussi veulent payer le moins d'impôt possible

Nicolas Sarkozy l'a dit : les « paradis fiscaux, c'est fini » ! C'était en septembre 2009, en pleine bourrasque financière. Le Président français cherchait à forcer le destin face à ses homologues du G20. Coup de génie ou coup de bluff ? Observateur précis des circuits financiers, Xavier Harel penche pour la seconde hypothèse. Preuves à l'appui.

La plus convaincante est celle qui repose sur l'analyse de l'activité des places off-shore. Car contrairement aux idées reçues, ces pays à très faible imposition vivent surtout grâce aux grandes entreprises et non aux particuliers fraudeurs du fisc.

Exemple (p. 85) avec l'industrie des trusts de Jersey :

- 903 sociétés de trusts installées sur l'île anglo-normande en 2007 ;
- Fin 2006, le think tank Tax analysts évalue leurs encours à 450 milliards de dollars ;
- Seul un tiers de ces investissements, 138 milliards de dollars, est le fait de particuliers.

Autre exemple : aux Etats-Unis, sur les 700 milliards de bénéfices engrangés à l'étranger en 2004, les entreprises ont payé 16 milliards de dollars d'impôts, soit un taux réel d'imposition de 2,3% ! Contre un taux d'imposition normal de 35%... cherchez l'erreur.

« C'est le vrai scandale, car c'est celui dont on ne parle pas, est l'utilisation par les grandes entreprises des paradis fiscaux pour y loger leurs bénéfices et payer le moins d'impôt possible. »

La moitié du commerce mondial s'articule autour du prix de transfert

Première technique utilisée par les entreprises : celle du prix de transfert. Concrètement, cela revient à utiliser au mieux les facilités des places off-shore pour organiser le commerce entre entités d'un même groupe, comme dans l'exemple présenté autour de la vente d'un stylo.

Si le phénomène n'est pas nouveau (les empires coloniaux, comme celui de la banque Rivaud, connaissent bien ce genre de montages), il connaît depuis quelques années un regain de fortune. La moitié du commerce mondial serait aujourd'hui structurée autour des échanges liés au prix de transfert.

Pour Xavier Harel, certaines PME sont régulièrement sollicitées par la Suisse ou le Luxembourg, pour délocaliser leurs activités.

Autre technique : la délocalisation pure et simple du siège social de l'entreprise... Ine pratique dénoncée par des permanents de la CFDT. En vain.

Les politiques français ne veulent pas aborder le sujet

Au cours de son enquête, le journaliste économique a pu constater que ces enjeux ne mobilisent pas les politiques. Eric Woerth, le ministre du Budget si prompt à dénoncer le laxisme helvétique, tourne négligemment la tête lorsque Xavier Harel l'interroge sur les entreprises et l'optimisation fiscale. « Ce n'est pas le problème », répond le ministre. Commentaire du journaliste : « Remettre en cause ce genre de pratiques semble gêner beaucoup de monde. En tout cas, les syndicalistes que j'ai pu rencontrer sont persuadés qu'il y a une volonté délibérée de ne pas gêner les amis du pouvoir et le CAC 40. Cela fait quatre ou cinq ans qu'ils frappent à toutes les portes et que cela ne débouche sur rien. »

Dernier point noir : la grand corruption des dictatures du Sud. Xavier Harel révèle le cas de Denis Christel Sassou Nguesso, le fils du Président congolais. Un jeune homme dont le train de vie fait le bonheur des commerces de l'avenue Montaigne, où il adore dépenser son argent de poche.

Plusieurs dizaines de milliers d'euros, réglés par une carte bancaire adossée à un compte de l'Eastern Asian Bank, compte alimenté par des commissions pétrolières versées à... Anguilla (comment, vous ne connaissez pas ce paradis fiscal ?). Mais là aussi, personne n'y trouve rien à redire.